

12.3 Bourse - Marchés financiers

Les émissions nettes de **titres de créance** et d'actions cotées des résidents français atteignent en 2018 un total de 134 milliards d'euros (Md€), en baisse de 23 Md€ par rapport à 2017. Ce recul est imputable aux actions cotées (5 Md€, après 21 Md€). Les émissions nettes de titres de créance atteignent 129 Md€. Les émissions nettes à long terme s'établissent à 150 Md€ (+ 35 Md€ par rapport à 2017), tandis que les titres à court terme font l'objet de remboursements nets pour 23 Md€.

Les **sociétés non financières** accroissent leurs émissions nettes de titres de créance : 29 Md€, après 21 Md€ en 2017. Cette hausse provient des titres émis à long terme (obligations) dont les émissions nettes augmentent de 12 Md€. Dans le même temps, leurs émissions nettes d'actions cotées enregistrent une diminution de 14 Md€. Néanmoins, celles-ci s'élèvent à 5,0 Md€ en 2018, sur un total de 5,4 Md€ tous secteurs confondus.

Les émissions nettes de titres de créance des **institutions financières** s'accroissent : 52 Md€, après 43 Md€ en 2017. Cette progression concerne uniquement les titres à long terme, les émissions du compartiment de court terme étant à peine supérieures aux remboursements.

Les **administrations publiques (APU)** réduisent leurs émissions nettes de titres de créance : 47 Md€, après 71 Md€ en 2017. Les émissions nettes à long terme passent de 76 Md€ à 71 Md€. Sur le segment de court terme, les remboursements nets des administrations publiques atteignent 24 Md€, après 6 Md€ en 2017.

Les indices boursiers des pays avancés et émergents connaissent un rebond en début

d'année 2019, grâce notamment à un assouplissement des relations commerciales entre la Chine et les États-Unis, à une politique budgétaire chinoise plus expansionniste et à la patience de la *Federal Reserve System (Fed)* dans la remontée des taux. Les politiques monétaires continuent de diverger entre l'Europe et les États-Unis. Avec une hausse de l'inflation en zone euro principalement liée à la volatilité des cours du pétrole, et dans un contexte de ralentissement de l'activité, la Banque centrale européenne (BCE) maintient une politique monétaire accommodante. Le rythme d'achats d'actifs a été ralenti au printemps 2017 à 60 Md€ par mois. Ce ralentissement s'est poursuivi en 2018 (30 Md€ par mois les trois premiers trimestres puis 15 Md€ par mois au dernier trimestre), avant que la BCE y mette fin en janvier 2019. Cette politique d'achat a provoqué une hausse importante de la taille du bilan de la BCE. Avec de surcroît un taux directeur de la BCE maintenu à 0,0 %, les taux d'intérêt servis aux entreprises et aux ménages restent à un bas niveau.

Le paysage est plus contrasté pour les indices boursiers des pays émergents, mais la plupart progressent également début 2019. L'optimisme des investisseurs en lien avec l'élection du président Bolsonaro au Brésil tire vers le haut l'indice mesurant les performances des marchés des 24 pays émergents (*Morgan Stanley Capital International Emerging Market - MSCI EM*). La hausse de l'indice argentin depuis fin 2018 a été principalement liée à une politique attractive en faveur des capitaux étrangers. De mauvais résultats dans les secteurs bancaire et énergétique ont provoqué un retournement de l'indice à la baisse à partir de mi-février. ■

Définitions

Institutions financières : établissements de crédit et autres intermédiaires financiers (principalement entreprises d'investissement, organismes de titrisation, sociétés de caution mutuelle). Les institutions financières correspondent à un périmètre plus restreint que celui des sociétés financières qui incluent les sociétés d'assurance, les OPC, les auxiliaires financiers et les institutions captives. Les institutions financières incluent les établissements de crédit et les autres intermédiaires financiers (secteurs institutionnels S.122 et S.125 des comptes nationaux).

Administrations publiques (APU), agents financiers résidents, capitalisation boursière, sociétés non financières (SNF), titre de créance : voir rubrique « Définitions » en annexe.

Pour en savoir plus

- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2019.
- « Rapport annuel 2018 », Autorité des marchés financiers, mai 2019.
- Les comptes des administrations publiques en 2018 – Le déficit public poursuit sa baisse et s'établit à 2,5 % du PIB », *Insee Première* n° 1753, mai 2019.
- « Note de conjoncture, mars 2019 – Soutiens budgétaires en zone euro, sur fond de tension », Insee, mars 2019.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Émissions de titres des agents résidents

en milliards d'euros

	2017 (r)	2018
Titres de créance (valeur nominale)	136,4	128,5
<i>dont : par les sociétés non financières</i>	<i>21,3</i>	<i>28,8</i>
court terme	4,7	0,1
long terme	16,7	28,7
<i>par les institutions financières¹</i>	<i>43,5</i>	<i>51,7</i>
court terme	21,5	1,0
long terme	22,0	50,6
<i>par les administrations publiques</i>	<i>71,0</i>	<i>47,3</i>
court terme	-5,5	-23,7
long terme	76,5	71,0
<i>dont obligations assimilables du Trésor (OAT)</i>	<i>108,3</i>	<i>80,1</i>
Actions cotées - émissions contre apport en espèces	20,6	5,4
<i>dont : par les sociétés non financières</i>	<i>19,0</i>	<i>5,0</i>
<i>par les institutions financières¹</i>	<i>1,6</i>	<i>0,4</i>

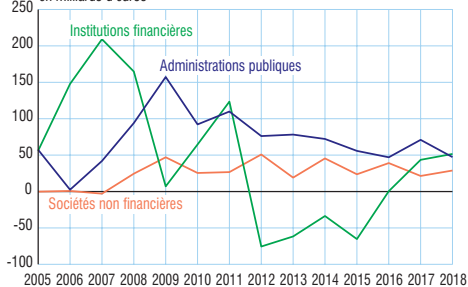
1. Institutions financières monétaires et non monétaires (hors sociétés d'assurance mais y c. les parts émises par les fonds communs de créances), hors impact des opérations internes aux groupes bancaires.

Note : la date d'arrêt est le 31 décembre 2018.

Source : Banque de France.

Émissions nettes de titres de créances des résidents français de 2005 à 2018

en milliards d'euros

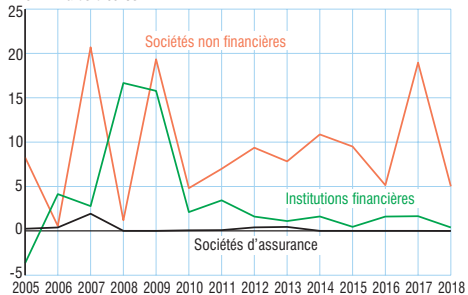


Note : la date d'arrêt est le 31 décembre 2018.

Source : Banque de France.

Émissions nettes d'actions cotées des résidents français de 2005 à 2018

en milliards d'euros



Note : la date d'arrêt est le 31 décembre 2018.

Source : Banque de France.

Les 25 plus fortes capitalisations boursières en actions françaises ou assimilées d'Euronext Paris

	Capitalisation au 30 septembre 2019 en milliards d'euros	Évolution sur 9 mois ¹ en %
LVMH	184,3	41,3
L'Oréal	144,3	28,0
Total	127,7	4,8
Sanofi	106,5	12,4
Airbus	92,7	42,3
Christian Dior	78,4	30,0
Hermès Intl.	66,9	30,8
Vinci	59,8	39,0
Safran	59,1	37,0
Kering	59,0	13,6
EssilorLuxottica	57,7	22,5
Axa	56,6	23,7
Air Liquide	56,0	20,6
BNP Paribas	55,8	13,2
Danone	55,5	31,6
Schneider Electric	46,8	35,5
Schlumberger	45,0	-4,3
Pernod Ricard	43,4	14,0
Orange	38,3	1,7
Engie	36,5	19,6
Dassault Systemes	34,4	26,8
Crédit Agricole	32,1	18,9
EDF	31,3	-24,6
Vivendi	30,7	10,6
LafargeHolcim Ltd.	27,8	27,9

1. Évolution du 1^{er} janvier au 30 septembre 2019.

Source : Euronext.

Capitalisation boursière des principales places financières dans le monde

en milliards de dollars

En fin d'année	2017	2018	18/17 en %
Amérique	36 517,1	34 206,1	-6,3
<i>dont : Nyse Euronext (US)</i>	<i>22 081,4</i>	<i>20 679,5</i>	<i>-6,3</i>
<i>Nasdaq OMX</i>	<i>10 039,3</i>	<i>9 756,8</i>	<i>-2,8</i>
<i>TMX Group</i>	<i>2 367,1</i>	<i>1 937,9</i>	<i>-18,1</i>
<i>B3 - Brasil Bolsa Balcão</i>	<i>954,7</i>	<i>916,8</i>	<i>-4,0</i>
Asie - Pacifique	(r) 29 008,2	23 895,3	-17,6
<i>dont : Japan Exchange Group - Tokyo</i>	<i>6 222,8</i>	<i>5 296,8</i>	<i>-14,9</i>
<i>Shanghai SE</i>	<i>5 089,6</i>	<i>3 919,4</i>	<i>-23,0</i>
<i>Hong-Kong Exchanges</i>	<i>4 350,5</i>	<i>3 819,2</i>	<i>-12,2</i>
<i>Shenzhen SE</i>	<i>3 621,6</i>	<i>2 405,5</i>	<i>-33,6</i>
<i>BSE India</i>	<i>2 331,6</i>	<i>2 083,5</i>	<i>-10,6</i>
<i>National Stock Exchange India</i>	<i>2 351,5</i>	<i>2 056,3</i>	<i>-12,6</i>
<i>Korea Exchange</i>	<i>1 771,8</i>	<i>1 413,7</i>	<i>-20,2</i>
<i>Australian SE</i>	<i>1 508,5</i>	<i>1 262,8</i>	<i>-16,3</i>
Europe - Afrique - Moyen-Orient	19 786,0	16 565,5	-16,1
<i>dont : Euronext</i>	<i>4 393,0</i>	<i>3 730,4</i>	<i>-15,1</i>
<i>London SE</i>	<i>4 455,4</i>	<i>3 638,0</i>	<i>-18,3</i>
<i>Deutsche Börse</i>	<i>2 262,2</i>	<i>1 755,2</i>	<i>-22,4</i>
<i>SIX Swiss Exchange</i>	<i>1 686,5</i>	<i>1 441,2</i>	<i>-14,5</i>
<i>Nasdaq OMX Nordic Exchange</i>	<i>1 533,5</i>	<i>1 322,8</i>	<i>-13,7</i>
<i>Johannesburg SE</i>	<i>1 231,0</i>	<i>865,3</i>	<i>-29,7</i>
<i>BME Spanish Exchanges</i>	<i>888,8</i>	<i>723,7</i>	<i>-18,6</i>
<i>Moscow Exchange</i>	<i>623,4</i>	<i>576,1</i>	<i>-7,6</i>
Ensemble des marchés mondiaux	(r) 85 311,3	74 666,9	-12,4

Source : World Federation of Exchanges.

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard